

**DOSSIER DE PLAIDOYER**

# Dimensions de genre des institutions de Bretton Woods dans la région MENA

**PAR MENAFEM, LE MOUVEMENT DE LUTTE POUR  
LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LA  
JUSTICE ÉCOLOGIQUE**



Women's Environment  
& Development Organization



**MENAFEM**

الحركة النسوية للعدالة الاقتصادية، الإيكولوجية و التنمية في الشرق الأوسط وشمال إفريقيا  
MenaFem Movement for Economic, Development And Ecological Justice

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>3</b>	<b>Introduction</b>
<b>3</b>	<b>À propos de ce dossier</b>
<b>4</b>	<b>Politiques macroéconomiques dans le contexte de la région MENA</b>
4	Les conflits
5	La crise climatique
7	Le rôle des IFI
<b>9</b>	<b>Un programme féministe pour la réforme des institutions financières internationales au MENA</b>
9	Un travail décent et une participation au marché du travail
10	Les soins
11	Le financement l'égalité de genre : mobilisation et allocation des ressources
<b>12</b>	<b>Conclusion</b>

## INTRODUCTION

Les politiques macroéconomiques sont souvent présentées comme des sujets purement techniques, axés sur des chiffres et des indicateurs. Cependant, cette vision simpliste masque deux réalités fondamentales : le déséquilibre des pouvoirs dans les relations économiques à l'échelle mondiale et les dimensions genrées de la macroéconomie, qui affectent différemment les femmes, les hommes et les personnes non-binaires. Ces relations économiques mondiales s'inscrivent dans un héritage colonial marqué par l'extractivisme et l'endettement des pays du Sud global, qui sont désormais profondément ancrés dans les structures et institutions économiques internationales. Les architectures économiques héritées de l'époque coloniale perpétuent des inégalités structurelles, notamment à travers des politiques néolibérales promues par les institutions financières internationales (IFI). Ces politiques profitent principalement à une élite de pays riches issus du Nord global, au détriment de ceux du Sud global, freinant ainsi les progrès en matière d'égalité des genres et de développement inclusif.

Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), l'intersection entre politiques macroéconomiques et dynamiques de genre constitue un enjeu complexe où s'entrecroisent développement économique et aspirations à l'égalité des sexes. Les institutions de Bretton Woods, à savoir le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et le Fonds monétaire international (FMI), se trouvent au premier plan dans la structuration de cette intersection, jouant un rôle essentiel dans la promotion des politiques et initiatives économiques à travers la région. Leurs politiques macroéconomiques, souvent conditionnées par les prêts qu'elles accordent, dépassent les frontières nationales et contribuent à exacerber les disparités de genre tout en renforçant des systèmes économiques globaux inéquitables. Pour saisir pleinement ces impacts, une analyse critique s'impose, et les contributions des économistes féministes et des activistes se sont avérées déterminantes à cet égard.

### À PROPOS DE CE DOSSIER

Ce dossier de plaidoyer se veut un outil d'orientation, explorant la relation complexe entre la macroéconomie et les dimensions de genre dans le cadre des activités de la Banque mondiale et du FMI dans la région MENA. À travers l'étude des politiques macroéconomiques et de leurs effets sur l'égalité de genre, notamment dans un contexte caractérisé par les conflits et les crises environnementales, nous cherchons à mettre en lumière les enjeux, les opportunités et les difficultés rencontrés par les femmes dans la région. Notre analyse s'intéresse également aux mesures d'austérité imposées par le FMI, qui sont aggravées par les politiques de privatisation encouragées par la Banque mondiale, mettant en lumière les charges disproportionnées qui pèsent sur les femmes et les communautés marginalisées.

En explorant plus en profondeur ces questions, ce dossier vise à favoriser le dialogue et l'action auprès des responsables politiques, des organisations de la société civile et des autres parties concernées. Nous nous engageons en faveur d'approches intégrant la dimension de genre dans les politiques macroéconomiques et les interventions, tout en appelant à la décolonisation des structures économiques, dans le but de promouvoir l'égalité des sexes, la justice sociale et le développement durable dans la région MENA et au-delà.

# POLITIQUES MACROECONOMIQUES DANS LE CONTEXTE DE LA REGION MENA

## Les conflits

Les conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment en Palestine, au Soudan, en Syrie, en Afghanistan et en Iran, ont infligé de profondes souffrances aux femmes et aux filles. Ces situations exacerbent leur vulnérabilité et les exposent à des formes spécifiques de violence et de privation. Dans ces zones de guerre, les femmes et les filles font face à d'innombrables défis qui compromettent leur autonomie corporelle, restreignent leur liberté de mouvement et sapent leur capacité à agir. Les mariages forcés et précoces se multiplient,<sup>1</sup> tandis que les violences sexuelles,<sup>2</sup> la traite des êtres humains et l'augmentation des abus domestiques figurent parmi les réalités traumatisantes qu'elles subissent.

Les violences sexuelles contre les Palestiniennes, mais aussi les Palestiniens, sont depuis longtemps ancrées dans les tactiques de l'occupation israélienne, depuis 1948<sup>3</sup> jusqu'à aujourd'hui,<sup>4</sup> notamment dans les prisons.<sup>5</sup> Le génocide en cours à Gaza, perpétré par les forces israéliennes, a intensifié ces violences sexuelles. Des enquêtes menées par l'ONU<sup>6</sup> ont révélé des agressions sexuelles commises par des soldats israéliens sur des femmes palestiniennes. De nombreux témoignages rapportent également des agressions sexuelles sur des hommes palestiniens en détention, parfois même filmées et diffusées par les soldats responsables.<sup>7</sup>

Ce qui rend la situation des femmes et des filles dans ces conflits particulièrement tragique est l'intersection entre la violence basée sur le genre et le chaos général de la guerre. Les déplacements prolongés,<sup>8</sup> le ciblage délibéré des journalistes, des professionnel·le·s de santé et des premiers secours,

- 
- 1 Risha Singh, Srinivas Goli, and Abhra Singh, "Armed Conflicts and Girl Child Marriages: A Global Evidence" (« Conflits armés et mariages précoces des filles : un constat mondial »), *Children and Youth Services Review* 137 (juin 2022) : 106458, <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2022.106458>.
  - 2 Julian Borger, "Claims of Israeli Sexual Assault of Palestinian Women Are Credible, UN Panel Says" (« Une commission de l'ONU estime crédibles les accusations d'agressions sexuelles perpétrées par des Israéliens contre des femmes palestiniennes »), *The Guardian*, 22 février 2024, <https://www.theguardian.com/world/2024/feb/22/claims-of-israeli-sexual-assault-of-palestinian-women-are-credible-un-panel-says>.
  - 3 Ilan Pappé, *The Ethnic Cleansing of Palestine* (« La purification ethnique en Palestine »), Simon and Schuster, 2007.
  - 4 Kathryn Medien, "Israeli Settler Colonialism, 'Humanitarian Warfare' and Sexual Violence in Palestine" (« Colonialisme de peuplement israélien, "guerre humanitaire" et violences sexuelles en Palestine ») *International Feminist Journal of Politics*, 20 octobre 2021, <https://doi.org/10.1080/14616742.2021.1882323>.
  - 5 Daniel J. N. Weishut, "Sexual Torture of Palestinian Men by Israeli Authorities" (« La torture sexuelle d'hommes palestiniens par les autorités israéliennes »), *Reproductive Health Matters*, 1er janvier 2015, <https://doi.org/10.1016/j.rhm.2015.11.019> ; Ferdoos Abed-Rabo Al Issa et Elizabeth Beck, "Sexual Violence as a War Weapon in Conflict Zones: Palestinian Women's Experience Visiting Loved Ones in Prisons and Jails" (« La violence sexuelle en tant qu'arme de guerre dans les zones de conflit : ce que vivent les femmes palestiniennes lors des visites à leurs proches incarcérés »), *Affilia* 36, no2 (16 décembre 2020) : 167–81, <https://doi.org/10.1177/0886109920978618>.
  - 6 Julian Borger, A Global Evidence, "Claims of Israeli Sexual Assault of Palestinian Women Are Credible, UN Panel Says" (« Une commission de l'ONU estime crédibles les accusations d'agressions sexuelles perpétrées par des Israéliens contre des femmes palestiniennes »), *The Guardian*, 22 février 2024, <https://www.theguardian.com/world/2024/feb/22/claims-of-israeli-sexual-assault-of-palestinian-women-are-credible-un-panel-says>.
  - 7 OHCHR (HCDH), "Statement on Video Purportedly Showing Sexual Abuse of Palestinian Man in Israeli Detention - OHCHR" (« Déclaration sur une vidéo présumée montrer l'agression sexuelle d'un homme palestinien sous détention israélienne »), United Nations, 8 août 2024, <https://www.un.org/unispal/document/statement-ohchr-08aug24/>.
  - 8 Nadia Hardman, "Most of Gaza's Population Remains Displaced and in Harm's Way" (« La majorité de la population de Gaza reste déplacée et en danger. »), Human Rights Watch, 20 décembre 2023, <https://www.hrw.org/news/2023/12/20/most-gazas-population-remains-displaced-and-harms-way>.

ainsi que l'effondrement des services essentiels comme les soins de santé à Gaza aggravent encore davantage leur vulnérabilité. Cela crée un environnement dangereux où la santé reproductive des femmes est constamment menacée et où même l'accès aux produits d'hygiène menstruelle devient un luxe inaccessible.

Par ailleurs, les répercussions socio-économiques des conflits amplifient encore les défis auxquels sont confrontées les femmes et les filles. La dégradation rapide des économies locales et la perturbation des moyens de subsistance les marginalisent économiquement, augmentant leur vulnérabilité à l'exploitation et aux abus. Dans ce contexte de crise humanitaire, des problèmes tels que la précarité menstruelle, les risques accrus de fausses couches ou encore les complications liées à la grossesse deviennent des urgences critiques pouvant mettre leur vie en danger.

Il est impératif de reconnaître et de traiter ces dynamiques genrées dans le contexte des conflits pour atténuer non seulement les souffrances immédiates des femmes et des filles, mais aussi pour poser les bases d'une paix durable dans ces régions. **Une analyse approfondie de ces questions est nécessaire pour concevoir des actions significatives, protégeant leurs droits et leur dignité, tout en jetant les bases d'une paix durable.**

## La crise climatique

Le changement climatique est, avant tout, une crise des inégalités. Les 63 millions de personnes les plus riches du monde, soit 1 % de la population, émettent plus du double de gaz à effet de serre que les 3,1 milliards d'individus formant la moitié la plus pauvre de la planète.<sup>9</sup> Bien que la Banque mondiale<sup>10</sup> ne soit pas reconnue pour son engagement radical en faveur du climat, elle a récemment estimé qu'environ 216 millions de personnes pourraient être déplacées à l'intérieur de leur propre pays d'ici 2050 en raison des événements climatiques. Ce chiffre alarmant souligne l'urgence de traiter le changement climatique comme une crise à l'échelle planétaire.

La région MENA est particulièrement vulnérable au changement climatique, en raison de la rareté de ses ressources en eau et de ses températures parmi les plus élevées au monde.<sup>11</sup> Les inondations dévastatrices et meurtrières survenues récemment au Maroc,<sup>12</sup> au Yémen<sup>13</sup> et en Libye,<sup>14</sup> le tremblement de

---

9 "Wealthiest 1% Uses up Twice as Much Carbon as 3.1billion People, Asian Emissions Grow, Worsening Climate Crisis and Pollution" (« Les 1 % les plus riches sont responsables du double des émissions de carbone de 3,1 milliards de personnes, tandis que les émissions asiatiques augmentent, aggravant la crise climatique et la pollution »), Oxfam in Asia, 24 septembre 2020, <https://asia.oxfam.org/latest/press-release/wealthiest-1-uses-twice-much-carbon-31billion-people-asian-emissions-grow>.

10 Viviane Clement et al., « Groundswell Part 2 », 13 septembre 2021, <https://www.sidalc.net/search/Record/dig-okr-1098636248/Description>.

11 "Environment and Climate Change" (« Environnement et changement climatique »), UNICEF Middle East and North Africa, consulté le 19 juin 2025, <https://www.unicef.org/mena/climate-change-in-mena>.

12 Alexandre Aublanc, « "Les gens n'ont jamais vu ça" : le Maroc frappé par des pluies diluviennes exceptionnelles », *Le Monde*, 11 septembre 2024, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/09/10/le-maroc-frappe-par-des-pluies-diluviennes-exceptionnelles-les-gens-n-ont-jamais-vu-ca\\_6310539\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/09/10/le-maroc-frappe-par-des-pluies-diluviennes-exceptionnelles-les-gens-n-ont-jamais-vu-ca_6310539_3212.html).

13 IFRC, "Yemen, MENA | Yemen Floods - Emergency Appeal 2: MDRYE016 - Operational Strategy" (« Yémen, Moyen-Orient et Afrique du Nord | Inondations au Yémen - Appel d'urgence n° MDRYE016 - Stratégie opérationnelle »), 25 septembre 2024, <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-mena-yemen-floods-emergency-appeal-no-mdrye016-operational-strategy>.

14 "Devastating Floods in Libya" (« Inondations dévastatrices en Libye »), UNICEF, consulté le 19 juin 2025, <https://www.unicef.org/emergencies/devastating-flooding-libya>.

terre catastrophique de 2023 au Maroc,<sup>15</sup> ainsi que l'augmentation des décès liés à la chaleur<sup>16</sup> dans toute la région<sup>17</sup> sont autant de signes de cette fragilité. À titre d'exemple, à Assouan en Égypte, 50 citoyen-ne-s égyptien-ne-s et 40 réfugié-e-s soudanais-e-s ont trouvé la mort en quelques jours l'été dernier.

Les femmes et les filles sont les premières victimes des déplacements provoqués par le changement climatique ;<sup>18</sup> elles représentent près de 80 % des réfugiés climatiques.<sup>19</sup> Cette crise accentue également les violences dont elles sont victimes, les contraignant parfois à chercher refuge même en l'absence de catastrophes naturelles. Les impacts les plus marquants se traduisent par des atteintes à leur sécurité, à leur santé physique et mentale, ainsi qu'à leur autonomie sociale et économique. Pourtant, malgré de nombreuses études démontrant leur vulnérabilité face au changement climatique, peu de politiques climatiques, de plans d'action ou de financements prennent réellement en compte la dimension de genre. Selon l'ONU, seulement 1,5 % des financements climatiques sont consacrés au soutien des femmes.

Bien que ces inégalités flagrantes persistent, le Plan d'action pour le climat 2021-2025 de la Banque mondiale (61 pages) n'inclut que deux références explicites au genre<sup>20</sup> : l'une mentionne que les approches centrées sur les populations doivent inclure un engagement citoyen et des processus participatifs prenant en compte la diversité, y compris le genre ; l'autre évoque un engagement à intégrer une approche sensible au genre dans les actions climatiques, sans fournir davantage de précisions. La stratégie du FMI en matière de climat suscite encore plus d'inquiétudes<sup>21</sup> : elle ne contient aucune mention du genre ou des femmes.

Il est impératif d'agir rapidement pour atténuer les impacts du changement climatique, soutenir les femmes et les autres communautés vulnérables, et renforcer la coopération internationale afin de s'attaquer aux causes profondes de cette crise. L'inaction pourrait entraîner des conséquences graves et durables pour la sécurité humaine et pour la stabilité de l'ensemble de la planète.

---

15 John P. Rafferty, "Morocco Earthquake of 2023" (« Le tremblement de terre marocain de 2023 »), *Encyclopedia Britannica*, 13 septembre 2023, <https://www.britannica.com/event/Morocco-earthquake-of-2023>.

16 Tim Stickings, "Middle East Bears Brunt of 30-Year Rise in Heatwave Deaths" (« Le Moyen-Orient, principal touché par l'augmentation des morts dues aux vagues de chaleur en 30 ans ») *The National*, 14 mai 2024, <https://www.thenationalnews.com/climate/2024/05/14/middle-east-bears-brunt-of-30-year-rise-in-heatwave-deaths/>.

17 "Aswan Heatwave: Extreme Temperatures and Power Outages Claim Dozens of Lives - كئشلات ءيواز" (« Vague de chaleur à Assouan : des températures extrêmes et des coupures de courant font des dizaines de morts »), consulté le 19 juin 2025, <https://zawia3.com/en/aswan/>.

18 World Meteorological Organization, "United In Science 2023: Sustainable Development Edition" (« Unis pour la science 2023 : Édition spéciale Développement durable »), 14 septembre 2023, <https://reliefweb.int/report/world/united-science-2023-sustainable-development-edition>.

19 Sofia Castelo, Lia Antunes, and Md. Ashrafuzzaman, "The Impact of the Climate Crisis on Gender Inequality. Looking to the Frontlines in Search of Priorities for Policy" (« L'impact de la crise climatique sur les inégalités de genre : Quelles priorités politiques selon les réalités de terrain ? »), *Frontiers in Sustainable Cities* 6, 4 mars 2024, <https://doi.org/10.3389/frsc.2024.1304535>.

20 World Bank Group, « Plan d'Action sur le Changement Climatique 2021-2025 : Soutenir un Développement Vert, Résilient et Inclusif », 2021, <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/ee8a5cd7-ed72-542d-918b-d72e07f96c79>.

21 "IMF Strategy to Help Members Address Climate Change Related Policy Challenges—Priorities, Modes of Delivery, and Budget Implications" (« Stratégie du FMI pour aider ses membres à relever les défis de politique liés au changement climatique : priorités, modalités de mise en œuvre et implications budgétaires »), IMF (FMI), consulté le 19 juin 2025, <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2021/07/30/IMF-Strategy-to-Help-Members-Address-Climate-Change-Related-Policy-Challenges-Priorities-463093>.

## Le rôle des IFI

Dans le contexte socio-économique complexe de la région MENA, les mesures d'austérité mises en œuvre par le FMI et la Banque mondiale ont des implications profondes sur la dimension de genre. Ces politiques, censées répondre aux défis économiques et promouvoir la discipline fiscale, ont un impact disproportionné sur les femmes, exacerbent les disparités existantes et freinent les progrès vers une égalité entre les femmes et les hommes. Bien que ces institutions aient affirmé leur engagement en faveur de l'égalité des sexes et de l'inclusion, leur promotion continue des mesures d'austérité et de privatisation contredit ces objectifs. Au lieu d'investir dans les services publics et les programmes de protection sociale qui allégeraient le fardeau des femmes, les IFI favorisent des politiques qui aggravent les problèmes liés à l'interconnexion entre le genre, le conflit et les crises environnementales et climatiques dans la région MENA.

Les mesures d'austérité, telles que la suppression des subventions, l'affaiblissement des dispositifs universels de protection sociale, la baisse des dépenses publiques et l'augmentation de la fiscalité indirecte, contribuent à accentuer les inégalités structurelles et affectent principalement les femmes. Ces politiques se traduisent généralement par des réductions de budgets, ciblant souvent les services sociaux et l'emploi dans la fonction publique. D'après les chiffres du FMI lui-même, 187 pays ont adopté ces mesures entre 2010 et 2020,<sup>22</sup> entraînant des baisses substantielles des dépenses publiques. La stratégie de cette institution, qui perpétue et aggrave les inégalités de genre ainsi que les violations des droits humains des femmes, semble devoir se prolonger au moins jusqu'en 2025.<sup>23</sup>

Les politiques d'austérité prônées par le FMI, qui se traduisent par des coupes dans les dépenses publiques, exacerbent la pauvreté et, par conséquent, accroissent les conflits et les inégalités. De surcroît, elles peuvent nuire à la capacité des pays de la région MENA à faire face aux défis environnementaux et climatiques. **La diminution des budgets publics conduit parfois à un ralentissement des investissements dans la protection de l'environnement ainsi que dans les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.** Ce phénomène aggrave les effets déjà sensibles de la dégradation environnementale, qui frappent de façon disproportionnée les femmes et les personnes vulnérables.<sup>24</sup>

Les mesures d'austérité sont également susceptibles de compromettre les efforts déployés pour renforcer la transparence financière et lutter contre la corruption, deux éléments essentiels pour améliorer la gouvernance dans la région MENA. De plus, l'approche standardisée du FMI en matière de soutien financier risque, malgré elle, d'aggraver les difficultés déjà rencontrées, notamment dans les pays dont les structures de gouvernance et de supervision sont insuffisamment consolidées. Cette situation peut favoriser l'adoption de pratiques budgétaires peu adaptées et inéquitables, tout en accentuant les inégalités de richesse, ce qui pourrait alimenter de nouveaux conflits et accentuer

---

<sup>22</sup> "The Impact of Economic Reform Policies on Women's Human Rights" (« L'impact des politiques de réforme économique sur les droits humains des femmes »), OHCHR (HCDH), consulté le 19 juin 2025, <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/ie-foreign-debt/im-pact-economic-reform-policies-womens-human-rights>.

<sup>23</sup> Juan Pablo Bohoslavsky et Mariana Rulli, "Bretton Woods' Pandemic Policies : A Gender Equality Analysis—Perspectives from Latin America" (« Politiques de Bretton Woods face à la pandémie : une analyse de l'égalité de genre – Perspectives d'Amérique latine »), *Development* 64, no1-2 (21 avril 2021) : 97-106, <https://doi.org/10.1057/s41301-021-00290-4>.

<sup>24</sup> Mariya Sahnouni, "The IMF's Lazy Economics Will Not Save MENA" (« La politique économique laxiste du FMI ne sauvera pas le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord »), AWC, 18 décembre 2023, <https://arabwatchcoalition.org/2023/12/18/the-imfs-lazy-economics-will-not-save-mena/>.

l'instabilité régionale.<sup>25</sup> Par ailleurs, l'austérité est susceptible de limiter la capacité des États de la région MENA à s'intégrer à l'économie mondiale et à réformer leurs systèmes de taux de change. Cela pourrait restreindre leur accès aux investissements étrangers et au commerce international, deux moteurs indispensables à la croissance et au développement. Enfin, ces dynamiques risquent d'accentuer les crises déjà présentes dans la région, notamment en matière de genre, de conflits armés et d'environnement, y compris en ce qui concerne le changement climatique.<sup>26</sup>

La Banque mondiale, pour sa part, met en œuvre des politiques (programmes d'ajustement structurel, mesures budgétaires et monétaires, projets d'investissement) qui visent principalement à dynamiser la croissance économique, à combattre la pauvreté et à renforcer le niveau de vie. L'institution attache aussi une grande importance à la promotion de l'égalité de genre et à l'émancipation économique des femmes, comme en témoigne sa nouvelle Stratégie en matière de genre 2024-2030.<sup>27</sup>

Pourtant, les actions menées par la Banque sur le terrain, notamment dans les pays du Sud, ne reflètent pas ses engagements ; elles les contredisent même ouvertement. Sa stratégie en matière d'égalité de genre a certes permis des progrès, tels que la reconnaissance du rôle essentiel du financement public des services, la prise en compte des dynamiques de pouvoir, du contrat social, ainsi que des droits humains et de la protection du travail. Néanmoins, ces avancées sont largement neutralisées par la pression continue exercée par la Banque en faveur de la privatisation, qui contredit manifestement les concessions proclamées dans le cadre de cette stratégie.

En réalité, la stratégie ne propose ni transformation structurelle ou économique, ni réforme des politiques sociales et macroéconomiques, que ce soit au sein même de la Banque ou dans ses interventions à l'échelle des pays. **Tant que cette approche n'est pas véritablement intégrée dans les fonctions essentielles et les orientations stratégiques de la Banque, elle demeure principalement symbolique, visant à soigner l'image de l'institution en ce qui concerne la question féminine, sans générer d'impact concret pour les femmes ou les personnes de la diversité de genre, dans la région MENA ou au-delà.** Par ailleurs, la prévalence des politiques d'austérité dans la région constitue un frein supplémentaire à la mise en œuvre effective de la stratégie, soulevant de sérieuses interrogations sur sa capacité à transformer la situation des femmes.

De même, la stratégie du FMI concernant l'intégration de la dimension de genre,<sup>28</sup> ainsi que la note d'orientation provisoire récemment publiée<sup>29</sup> (qui se limitent à émettre des recommandations non contraignantes) n'abordent pas l'impact différencié de ses politiques d'austérité et de gestion de la dette

---

<sup>25</sup> Ibid.

<sup>26</sup> "The IMF and the Middle East and North Africa-- An IMF Issues Brief" (« Le FMI et la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord - Une note d'information du FMI »), FMI, consulté le 19 juin 2025, <https://www.imf.org/external/np/exr/ib/2003/fra/081503f.htm>.

<sup>27</sup> Groupe de la Banque mondiale, « Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre pour la période 2024-2030 : accélérer l'égalité hommes-femmes pour mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable », Groupe de la Banque mondiale, 7 mars 2025, <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/gender/brief/gender-strategy-update-2024-30-accelerating-equality-and-empowerment-for-all>.

<sup>28</sup> "IMF Strategy Toward Mainstreaming Gender" (« Stratégie du FMI pour l'intégration de la dimension de genre »), IMF (FMI), consulté le 19 juin 2025, <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2022/07/28/IMF-Strategy-Toward-Mainstreaming-Gender-521344>.

<sup>29</sup> "Interim Guidance Note on Mainstreaming Gender at The IMF" (« Note d'orientation provisoire sur l'intégration de la dimension de genre au sein du FMI »), IMF (FMI), consulté le 19 juin 2025, <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2024/01/12/Interim-Guidance-Note-on-Mainstreaming-Gender-at-The-IMF-543779>.

sur les femmes, et ne comportent aucun engagement concret en faveur d'un abandon de l'austérité. Au contraire, l'égalité des sexes y est présentée exclusivement comme un levier de croissance économique. Le FMI est ainsi fréquemment critiqué pour l'absence d'intégration systématique des considérations de genre dans ses programmes, ainsi que pour l'ignorance de l'impact spécifique de ses politiques macroéconomiques sur les femmes, en particulier dans la région MENA où elles sont les premières touchées.<sup>30</sup>

## UN PROGRAMME FEMINISTE POUR LA REFORME DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES AU MENA

Pour réaliser de véritables avancées en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes dans la région MENA, il est primordial que les institutions financières internationales (IFI) intègrent une perspective féministe dans la conception de leurs politiques. Cela implique de privilégier les **investissements dans les services publics, la protection sociale et les infrastructures de soins**. Le FMI, en particulier, devrait placer l'égalité femmes-hommes au cœur de ses programmes de prêts et d'assistance technique. Chaque recommandation politique doit être évaluée avec un prisme genre, afin de s'assurer qu'elle respecte les droits et le bien-être des femmes. Enfin, les IFI doivent instaurer un dialogue régulier avec les organisations féministes et les représentant·e·s de la société civile, afin que leurs politiques reflètent la diversité des parcours et des besoins des femmes de la région.

Cela suppose notamment de favoriser la participation des femmes à la prise de décision, de remettre en cause les normes et pratiques discriminatoires sur le **marché du travail**, de reconnaître la valeur du **travail de soins non rémunéré**, et de promouvoir des systèmes de fiscalité progressive qui permettent de générer des recettes de manière équitable pour les investir dans les services publics essentiels à l'égalité de genre et au bien-être de tous et toutes.

### Un travail décent et une participation au marché du travail

Les différences économiques entre hommes et femmes restent fortement ancrées dans la région MENA. Le taux d'activité des femmes demeure faible et leur contribution au PIB global de la région ne s'élève qu'à 18 %. Ces inégalités persistantes, en grande partie entretenues par des barrières juridiques qui ralentissent l'accès des femmes au marché du travail, freinent également leur adoption des services numériques.<sup>31</sup> D'après le rapport « *Women, Business and the Law* » de la Banque mondiale, les femmes ne bénéficient que de 64 % des protections juridiques accordées aux hommes, et les pays ont mis en place moins de 40 % des dispositifs nécessaires à l'application effective des lois sur l'égalité des chances.<sup>32</sup> Bien que le niveau d'instruction des femmes dans la région MENA ait progressé, elles continuent de faire face à de nombreux obstacles, tant pour intégrer que pour rester sur le marché du travail formel. Le fort

<sup>30</sup> Nabil Abdo, "The Gendered Impact of IMF Policies in MENA: The Case of Egypt, Jordan and Tunisia" (« Les effets différenciés selon le genre des politiques du FMI en Afrique du Nord et au Moyen-Orient : l'exemple de l'Égypte, de la Jordanie et de la Tunisie. »), Oxfam, 8 octobre 2019, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620878/bn-imf-gendered-impact-policies-mena-081019-en.pdf>.

<sup>31</sup> Lili Mottaghi, « Investir dans les femmes pour dynamiser la croissance dans la région MENA », Banque Mondiale Blogs, consulté le 19 juin 2025, <https://blogs.worldbank.org/en/arabvoices/invest-women-boost-growth-mena>.

<sup>32</sup> Groupe de la Banque mondiale, « Égalité économique entre les femmes et les hommes : des disparités massives et plus importantes qu'estimé auparavant », *Groupe de la Banque mondiale*, 4 mars 2024, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2024/03/04/new-data-show-massive-wider-than-expected-global-gender-gap>.

taux de chômage féminin, conjugué à des pratiques d'embauche discriminatoires et à des normes sociales qui favorisent l'emploi des hommes, perpétue les inégalités économiques auxquelles sont confrontées les femmes. Par ailleurs, les politiques d'austérité, en misant sur la privatisation et en réduisant les emplois dans le secteur public, affectent particulièrement les femmes, qui occupent une large part de ces postes et dépendent souvent des services publics pour leur insertion professionnelle.<sup>33</sup>

## Recommandations

- ➔ Réduire les inégalités de genre sur le marché du travail nécessite l'adoption de politiques qui permettent aux femmes d'accéder à un emploi décent. Il s'agit notamment de garantir leurs droits, d'assurer des salaires justes et d'étendre la protection sociale au secteur informel. L'Organisation internationale du Travail (OIT) souligne d'ailleurs que garantir un travail décent aux femmes bénéficie tant aux familles, qu'aux communautés et à l'économie globale.<sup>34</sup>
- ➔ Les autorités publiques doivent également concentrer leurs efforts sur le développement de programmes visant à générer des emplois pour les femmes, surtout dans les domaines où leur présence est encore marginale.

## Les soins

Malgré l'évidence du lien entre politiques d'austérité, travail de soins et autonomie économique des femmes, le FMI et la Banque mondiale n'ont pas intégré ces enjeux de façon satisfaisante dans leurs approches et stratégies. En réalité, les coupes budgétaires dictées par l'austérité touchent particulièrement les femmes, notamment en ce qui concerne le travail de soins. Majoritairement accompli par les femmes, ce travail non rémunéré est encore trop souvent négligé et invisible dans les discussions économiques, malgré son rôle fondamental dans le soutien aux individus et aux communautés, et donc dans l'économie dans son ensemble.

Les restrictions budgétaires ont entraîné une diminution de l'offre publique de services essentiels, tout en accélérant la privatisation de secteurs clés tels que la santé et l'éducation. De nombreuses familles, ne pouvant assumer les coûts de ces services devenus privés, voient les femmes prendre en charge l'essentiel des besoins non couverts, que ce soit pour la garde des enfants, l'accompagnement des personnes âgées ou les tâches domestiques. Ce surcroît de travail non rémunéré limite la participation des femmes à la vie économique et restreint encore davantage leur accès à l'éducation, à l'emploi et aux loisirs.

Ainsi, l'austérité a eu trois conséquences principales pour les femmes : en réduisant les dépenses publiques, l'État a limité l'accès aux services de soins ; les responsabilités accrues des femmes au sein

<sup>33</sup> Osama Diab et Salma Ihab Hindy, "Women and Economic Reform in Egypt: Impact of Production Changes on Female Waged Labor Force Participation" (« Les femmes face à la réforme économique en Égypte : Influence des évolutions de la production sur l'emploi salarié féminin »), *Middle East Critique* 31, no1 (2 janvier 2022) : 61–79, <https://doi.org/10.1080/19436149.2022.2030984>.

<sup>34</sup> "Facts on Investing in Decent Work for Women" (« Données sur l'investissement dans le travail décent pour les femmes »), International Labour Organization (Organisation Mondiale du Travail), 28 février 2008, <https://www.ilo.org/publications/facts-investing-decent-work-women>.

du foyer et de la communauté ont intensifié leur précarité temporelle, notamment face à la montée des prix ; enfin, la mise en place de politiques néolibérales a amoindri la maîtrise des États sur leur budget, restreint les dépenses publiques et encouragé des formes de fiscalité régressives.<sup>35</sup> L'instabilité financière issue de ces mesures aggrave les inégalités de genre, impactant particulièrement les femmes aux revenus modestes ou à l'emploi précaire.

### Recommandations

- ➔ La prise en compte de la valeur du travail de soin non rémunéré constitue une étape essentielle vers la réduction des inégalités de genre, amplifiées par les mesures d'austérité. **Une augmentation substantielle des investissements publics dans des services de soins de qualité** soulagerait les femmes, assurerait l'universalité de l'accès et aurait un impact positif sur la croissance économique et le progrès social.<sup>36</sup>
- ➔ L'adoption d'une approche budgétaire intégrant la dimension de genre est un moyen de s'assurer que les ressources publiques tiennent compte des besoins spécifiques des femmes, contribuant ainsi à une réelle égalité entre les sexes.

## Le financement l'égalité de genre : mobilisation et allocation des ressources

Mobiliser efficacement davantage de ressources pour l'égalité femmes-hommes suppose des efforts coordonnés pour augmenter et optimiser l'affectation des fonds. Dans la région MENA, les pays à revenu intermédiaire s'appuient surtout sur les taxes à la consommation pour leurs recettes fiscales, une tendance qui s'amplifie notamment en Égypte et au Maroc ces dernières années.<sup>37</sup> Par ailleurs, une hausse récente de l'impôt sur le revenu des personnes physiques a été observée en Égypte et en Tunisie, contrastant avec une diminution de l'impôt sur les sociétés.<sup>38</sup>

Parce qu'elles sont régressives, les taxes à la consommation pèsent plus fortement sur les ménages modestes et les classes moyennes. Ainsi, malgré l'application de tranches d'imposition pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques, le recul de l'imposition des sociétés conjugué à la hausse des prélèvements à la consommation accentue le caractère inéquitable des systèmes fiscaux dans la région.

---

<sup>35</sup> Gender & Development Network, "Submission to the Independent Expert on Foreign Debt and Human Rights on the Links and the Impact of Economic Reforms and Austerity Measures on Women's Human Rights" (« Communication à l'Expert indépendant sur la dette extérieure et les droits de l'homme relative aux liens et à l'impact des réformes économiques et des mesures d'austérité sur les droits humains des femmes »), OHCHR (HCDH), mars 2018, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Development/IEDebt/WomenAusterity/GenderDevelopmentNetwork.pdf>.

<sup>36</sup> « Rapport de synthèse : la Déclaration et le Programme d'action de Beijing ont 20 ans », ONU Femmes – Headquarters, sans date, <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2015/02/beijing-synthesis-report>.

<sup>37</sup> Niranjana Sarangi et al., "Tax Reforms in the Arab Region: Assessing Equity, Efficiency and Progressivity toward Mobilizing Domestic Resources" (« Réformes fiscales dans la région arabe : Évaluation de l'équité, de l'efficacité et de la progressivité en vue de mobiliser les ressources nationales »), UNESCWA (United Nations Economic and Social Commission for Western Asia), consulté le 19 juin 2025, <https://www.unescwa.org/sites/default/files/event/materials/Tax%20reforms%20in%20the%20Arab%20Region%20Assessing%20equity%20efficiency%20and%20progressivity%20toward%20mobilizing%20domestic%20resources.pdf>.

<sup>38</sup> Ibid.

Des politiques fiscales plus progressives favoriseraient la redistribution et lutteraient contre les inégalités, notamment en faveur des femmes. Enfin, des politiques macroéconomiques anticycliques participeraient à limiter l'impact des crises sur la sécurité économique des femmes.

### *Recommandations*

- ➔ La création d'un **environnement macroéconomique favorable** à l'égalité des sexes passe par une approche globale et cohérente des politiques économiques. Il appartient aux gouvernements d'analyser l'impact de leurs mesures sur les femmes et d'adopter des actions correctives pour limiter leurs conséquences négatives.
- ➔ La mise en place d'**une fiscalité progressive**, assortie d'actions concrètes contre l'évasion fiscale des entreprises et des particuliers aisés, peut permettre de mobiliser des ressources en faveur de programmes dédiés à l'égalité de genre et aux droits des femmes, tels que la prévention des violences, la lutte contre les stéréotypes sexistes ou l'accès aux soins de santé reproductive.
- ➔ **Des dépenses publiques ciblées** sont indispensables pour répondre aux besoins propres des femmes et favoriser leur autonomie économique. **L'investissement dans les infra-structures sociales**, telles que les services de soins et l'éducation, peut créer de nouvelles perspectives pour les femmes, tout en réduisant leur charge de travail non rémunéré. Enfin, il est essentiel d'élargir **la couverture sociale** à l'ensemble des femmes, indépendamment de leur statut sur le marché du travail, afin d'assurer leur sécurité économique et leur bien-être.

## CONCLUSION

Ce document met en lumière la façon dont les politiques d'austérité mises en œuvre par la Banque mondiale et le FMI exacerbent les défis posés par l'enchevêtrement des problématiques de genre, de conflits ainsi que des crises environnementales et climatiques dans la région MENA. En restreignant les dépenses publiques allouées aux services essentiels, ces politiques aggravent la pauvreté et les inégalités, entravent les réponses aux urgences environnementales et climatiques, compromettent les initiatives pour améliorer la transparence financière et combattre la corruption, tout en limitant la capacité des pays à s'insérer dans l'économie mondiale et à réformer leurs régimes de change.

L'approche de la Banque mondiale et du FMI en matière de politique macroéconomique dans la région MENA **doit être profondément repensée**, comme le révèle cette analyse. Plutôt que de s'enfermer dans la logique de l'austérité et des réformes de marché, il serait judicieux que ces organisations optent pour une stratégie fondée sur les droits humains, l'égalité et la justice sociale. Cela requiert de placer les investissements dans les services publics (éducation, santé, protection sociale) au centre de leur action, car ceux-ci sont cruciaux pour l'égalité de genre et un développement réellement inclusif. Il est également essentiel d'inclure les communautés locales et les organisations de la société civile, notamment

celles œuvrant pour les droits des femmes, dans un dialogue permanent afin d'élaborer des politiques véritablement adaptées à la diversité des besoins et ambitions féminines dans la région.

Pour contrer la récupération du féminisme par les interventions des institutions financières internationales dans les pays du Sud, en particulier dans la région MENA, s'appuient sur l'organisation collective, la constitution d'alliances transnationales, ainsi que sur le renforcement de la solidarité avec d'autres parties prenantes progressistes issues du Sud global et de cette région. Ces efforts jouent un rôle clé pour s'opposer aux actions des IFI qui ralentissent les progrès en matière d'égalité de genre et de justice sociale, et pour promouvoir des modèles alternatifs reposant sur les droits, les besoins des populations et une répartition plus équitable du pouvoir et des ressources.<sup>39</sup>

### *Propositions à l'intention du FMI et de la Banque mondiale :*

1. **Rediriger les investissements vers les services publics** : il faut absolument accorder la priorité au financement de secteurs essentiels comme l'éducation, la santé ou la protection sociale afin d'améliorer la qualité de vie et d'atténuer la charge excessive du travail de soin non rémunéré supportée par les femmes, facilitant ainsi leur participation à la vie économique.
2. **Placer les droits humains au cœur des politiques économiques** : il est urgent de repenser les politiques macroéconomiques afin de les ancrer dans l'égalité de genre et la justice sociale. Cela implique d'éliminer les barrières structurelles qui limitent l'accès des femmes aux opportunités économiques et de revoir les orientations budgétaires et monétaires qui maintiennent des mesures d'austérité et entravent l'inclusion.
3. **Renforcer les partenariats avec la société civile** : cela suppose d'engager des dialogues de fond avec les organisations communautaires et les défenseurs des droits des femmes. Ces partenariats permettent de mettre au point des mesures en phase avec les réalités vécues par les femmes, pour des actions plus ciblées et efficaces.
4. **Favoriser les politiques susceptibles de changer structurellement les inégalités de genre** : les institutions doivent investir dans des politiques et des programmes qui s'engagent concrètement en faveur de l'égalité entre les sexes, qui encouragent l'inclusion sociale et créent des conditions permettant l'émancipation économique des femmes.

<sup>39</sup> Zeina Mhaidly, « Mobilisations féministes face aux interventions des IFI », Friedrich-Ebert-Stiftung, consulté le 19 juin 2025, <https://feminism-mena.fes.de/fr/e/mobilisations-feministes-face-aux-interventions-des-ifi.html>.

## *Propositions à l'intention des gouvernements de la région MENA :*

1. **S'attaquer aux inégalités structurelles** : encourager des politiques qui démantèlent les obstacles systémiques et qui accordent la priorité aux droits et au bien-être des femmes dans la région MENA, grâce à des réformes législatives et institutionnelles supprimant les entraves à leur accès à la terre, au crédit, à l'emploi et à la vie politique.
2. **Renforcer les filets de sécurité sociale** : appuyer le développement et le renforcement des programmes de protection sociale pour garantir un accès équitable aux ressources et services essentiels, en particulier lors de difficultés économiques.
3. **Valoriser les savoirs locaux et féministes** : il s'agit d'instaurer des environnements favorables aux organisations féministes, aux coopératives, aux structures traditionnelles de gouvernance locale ainsi qu'aux associations de travailleuses et travailleurs de l'économie informelle, qui développent déjà des modèles économiques alternatifs reposant sur le soin, la justice et la solidarité.

Pour que la justice de genre et un développement plus équitable deviennent réalité au sein de la région MENA et du Sud global, il faut aller bien au-delà des simples ajustements politiques de surface ou des solutions purement techniques. Le principal défi est de déconstruire une architecture financière mondiale héritée du colonialisme, encore visible dans les logiques de dette, les politiques d'austérité, l'exploitation des ressources et les réformes économiques dictées par des institutions dominées par le Nord. Concevoir de nouveaux modèles exige donc de repenser ce que signifie le développement lui-même, sur la base du soin, de la souveraineté, de la coopération et de la prospérité collective.

Dans ce cadre, les gouvernements de la région MENA, ainsi que les parties prenantes à l'échelle régionale, doivent orienter leurs priorités vers des investissements stratégiques : souveraineté alimentaire, transition vers les énergies renouvelables, renforcement d'industries locales génératrices d'emplois et de valeur ajoutée, avec pour seul cap la réponse aux besoins de leurs populations et la préservation des ressources et de leurs écosystèmes. S'affranchir de la logique des créanciers, des investisseurs venus d'ailleurs et des pouvoirs du Nord, c'est permettre à la région d'accroître son autonomie et sa résilience face aux fluctuations des marchés globaux. Depuis longtemps, les mouvements féministes et anticoloniaux/décoloniaux de la région et du Sud global proposent de telles alternatives fondées sur la justice, l'émancipation et l'entraide : leurs perspectives doivent désormais guider l'action. La décolonisation des systèmes économiques ne peut venir des structures qui les perpétuent : cette exigence doit être portée par la région MENA elle-même, par celles et ceux qui vivent ses conséquences en première ligne.